



Cameroun

## Contexte

Les Mesures sociales et de santé publique (MSSP) constituent une stratégie importante pour freiner la transmission de la COVID-19 et réduire le fardeau sur les systèmes de soins de santé. La mise en œuvre efficace des MSSP nécessite le soutien et l'adhésion du public, certes ils peuvent représenter une charge importante aux individus, en particulier lorsqu'ils restreignent les déplacements ou entraînent la fermeture de services. La présente analyse situationnelle, fondée sur des données accessibles au public et une récente enquête téléphonique, vise à éclairer les efforts déployés au Cameroun afin d'équilibrer les MSSP visant à atténuer la COVID-19 avec d'autres priorités, notamment l'acceptation du public et les impacts sociaux.

Données mises à jour le 30 avril 2020

# Mise en œuvre des mesures sociales et de santé publique en vigueur au Cameroun :

## Analyse situationnelle

## L'essentiel à retenir<sup>1</sup>

Les Mesures sociales et de santé publique devraient répondre aux données relatives à la croissance de l'épidémie et être mises en œuvre de manière à impliquer les communautés. Les communautés devraient participer à la définition des stratégies d'adaptation des mesures au contexte local, à la protection des moyens de subsistance et à l'introduction de mesures d'aide appropriées pour contrebalancer l'impact économique desdites mesures. Le gouvernement devrait lutter contre les informations erronées par une communication appropriée sur les risques et s'engager auprès des communautés afin de garantir l'adhésion volontaire aux mesures de la réponse à la COVID-19.

- Le Cameroun a l'une des charges les plus élevées de cas de la région. Les tendances récentes ne sont pas claires, avec une grande variabilité des nouveaux cas signalés. Le temps de doublement est passé à 13 jours, mais il n'est pas évident que cela soit dû à un ralentissement de la transmission ou à manque de tests.
- Le gouvernement a fermé les écoles et limité les rassemblements publics au début de l'épidémie, mais n'a pas émis d'ordre de séjour à domicile. Les masques faciaux sont obligatoires en public. Le 1er mai, le gouvernement a annoncé l'assouplissement partiel des mesures de distanciation physique.
- Bien que la mobilité de la population ait diminué depuis début mars, la baisse a été moins importante que dans d'autres pays de la région, ce qui pourrait potentiellement exposer les zones peuplées à un risque accru d'infection à la COVID-19.
- Selon les résultats de l'enquête, les Camerounais des zones urbaines sont très conscients de l'épidémie (97 %). Cependant, une grande partie d'entre eux continuent à avoir des perceptions erronées, plus de la moitié d'entre eux croyant que la COVID-19 constitue une arme bactériologique créée par un gouvernement. La grande majorité estime que COVID constituerait un problème pour le pays, moins nombreux entre eux se considèrent comme personnellement à haut risque.
- Par rapport aux autres pays étudiés, la réponse du gouvernement a suscité peu d'approbation et de confiance, et les Camerounais ont montré une acceptation limitée des MSSP.
- Il peut s'avérer difficile pour les ménages de se conformer à certaines MSSP, car la grande majorité d'entre eux, notamment les ménages à faibles revenus, seraient à court de nourriture et d'argent en une semaine.
- Le pays a été marqué par une violence permanente dans les régions du nord, du nord-ouest et du sud-ouest, ayant provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes. Cela compliquera la capacité du gouvernement à contrôler la propagation de la maladie à l'intérieur et au-delà de ses frontières. Le 30 avril, un premier cas confirmé a été signalé dans la région du Grand Nord, et des cas ont désormais été signalés dans les dix régions.

## À PROPOS DE PERC

Le PERC (Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 – Partenariat pour une riposte à la COVID-19 basée sur des faits probants) est un partenariat public-privé qui soutient la mise en œuvre de mesures basées sur des faits probant visant à réduire l'impact de la COVID-19 sur les États membres de l'Union africaine. Les organismes membres du PERC incluent les suivants : Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ; Resolve to Save Lives, une initiative de Vital Strategies; l'Organisation mondiale de la santé ; Public Health Rapid Support Team (Équipe de soutien rapide en santé publique) du Royaume-Uni ; et le Forum économique mondial. Ipsos et Novetta Mission Analytics apportent audit partenariat leur expertise en matière d'études de marché et des années de soutien à l'analyse des données.

<sup>1</sup> Cette analyse situationnelle se fonde sur des données issues de sources accessibles à la date de la publication et peut ne pas prendre en compte les développements récents ou des données provenant d'autres sources non référencées. Pour plus d'informations sur les sources des données, vous pouvez consulter la page suivante (en anglais): https://preventepidemics.org/ coronavirus/perc/data

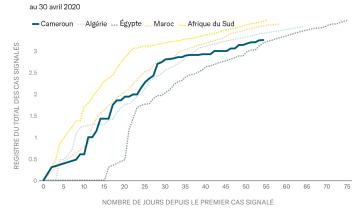


# La dynamique de la maladie

LE CAMEROUN CONNAÎT UNE ÉPIDÉMIE IMPORTANTE ET CROISSANTE DE LA COVID-19, AVEC L'UNE DES CHARGES LES PLUS ÉLEVÉS DE CAS DU CONTINENT.



Le taux de croissance du nombre de cas au Cameroun a été similaire à celui des autres États membres de l'Union africaine ayant une charge élevée de cas.



- L'épidémie de la COVID-19 au Cameroun a progressé à un rythme similaire à celui des quatre autres pays les plus touchés de la région — Afrique du Sud, Maroc, Algérie et Égypte —, bien que la croissance récente des cas confirmés ait été plus lente.
- Le nombre de nouveaux cas signalés au quotidien a été très variable depuis le début de l'épidémie
- Au 30 avril, le délai de doublement est de 13 jours. Le temps de doublement est le nombre de jours qu'il a fallu pour que les affaires doublent pour atteindre le niveau actuel. Ladite métrique pourrait être utilisée pour l'estimation du taux de transmission récent; des temps de doublement plus élevés indiquant une croissance plus lente. En général, des temps de doublement dépassant sept à dix jours et augmentant au fil du temps suggèrent un ralentissement de l'épidémie.
- Au 27 avril, le Cameroun avait effectué 7 687 tests de la COVID-19 et le gouvernement s'employait à mettre en place des laboratoires de test dans les dix régions du pays.

# Mise en œuvre des principaux MSSP

LE CAMEROUN A LANCÉ DES CAMPAGNES DE SANTÉ PUBLIQUE ET DES RESTRICTIONS D'ENTRÉE DANS LA SEMAINE SUIVANT LE PREMIER CAS, PUIS A DÉCIDÉ DE FERMER LES ÉCOLES ET DE LIMITER LES RASSEMBLEMENTS PUBLICS DANS LES DEUX SEMAINES. IL N'EXISTE PAS D'ORDRE DE SÉJOUR À DOMICILE, CE QUI SE TRADUIT PAR UNE DIMINUTION MODÉRÉE DE LA MOBILITÉ DE LA POPULATION D'ENVIRON 25 %.



## Moyenne mobile sur 3 jours de nouveaux cas et date de mise en œuvre des MSSP

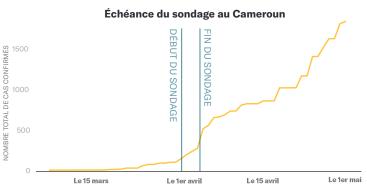
#### Le 13 mars: Le 18 mars : Du 2 au 7 avril: Le 13 avril: Le 1er mai : Les voyageurs devraient Des rassemblements Des tests massifs de Obligation de porter un Assouplissement partiel être testés négatifs au de plus de plus ménages dans la campagne masque dans les lieux des mesures, notamment coronavirus pour obtenir un de 50 personnes porte-à-porte dans la ville publics et sanction et en permettant l'accès aux visa d'entrée interdits; limitation de la de Douala mise en quarantaine bars, aux restaurants et aux installations de loisirs capacité des transports systématique des publics; fermeture des personnes ayant enfreint après 18 heures. écoles ;couvre-feu dans ladite restriction les bars et les restaurants 120 à partir de 18 heures; fermeture des front de § 100 18 heures; fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes 80 MOYENNE MOBILE SUR 3 JOURS DE 60 40 20 Le 28 Le 27 Le 6 Le 8 Le 16 Le 19 Le 22 Le 25 Le 31 Le 3 Le 5 Le 9 Le 12 Le 15 Le 24 le7 Le 21 Le 18 avril avril mars mars mars avril mars avril NOMBRE DE MSSP MISES EN ŒUVRE



# Les réactions de la population à la COVID-19 et aux MSSP connexes

## **RÉSULTATS D'UN SONDAGE RÉCENT**

La société d'études de marché Ipsos a réalisé un sondage téléphonique auprès de 1 042 adultes à Yaoundé entre le 31 mars et le 3 avril 2020. Au moment du sondage, le Cameroun comptait 142 à 271 cas de la COVID-19 confirmés.

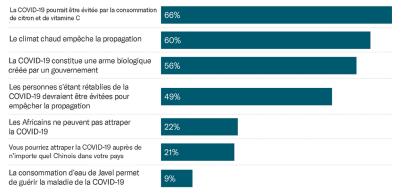


## **Informations sur la COVID-19**

Les Camerounais des zones urbaines sont très conscients de l'épidémie (97 %). Cependant, une grande partie d'entre eux continuent d'avoir des perceptions erronées, dont certaines pourraient offrir un sentiment de protection mal placé (60 % estiment que le climat chaud empêche la propagation) ou contribuer à la stigmatisation (49 % croient qu'il faudrait éviter ceux s'étant rétablis, tandis que 21 % pensent que l'on peut l'attraper de n'importe quel Chinois dans le pays). Plus de la moitié des répondants (56 %) estiment que la COVID-19 constitue une arme biologique créée par un gouvernement. Près de la moitié des répondants (45 %) ont déclaré avoir besoin de plus d'informations sur la maladie, notamment sur le traitement, la prévention et la transmission.

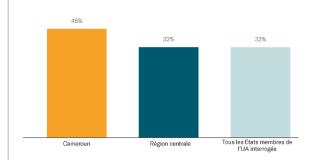
#### **Fausses informations et rumeurs**

Pourcentage de personnes qui pensent que chacune de ces affirmations fausses est tout à fait vraie ou probablement vraie.



## Demande d'informations

Pourcentage de personnes affirmant qu'elles **n'ont** actuellement pas assez d'informations sur la COVID-19



### Informations demandées

**37** %

souhaitent avoir plus d'informations sur la question d'existence d'un traitement pour la COVID-19

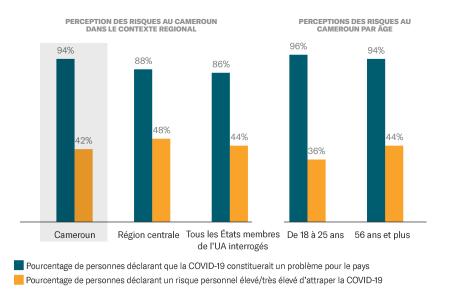
**22%** 

souhaitent plus d'informations sur la façon de se protéger et protéger leurs familles **17%** 

souhaitent avoir plus d'informations sur la façon dont la COVID-19 se propage

## Perceptions des risques

Tandis que 94 % des personnes interrogées ont déclaré que le virus sera un «grave problème» pour le pays, une proportion beaucoup plus faible (42 %) a perçu un risque personnel élevé; même chez les adultes plus âgés (56 ans et plus), seuls 44 % se croyaient à haut risque.





## Soutien au gouvernement et en faveur des MSSP

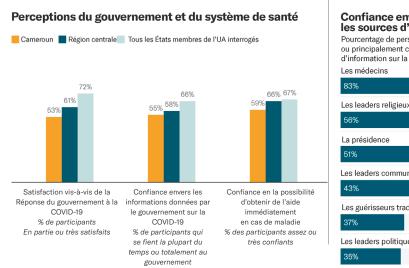
Seule la moitié environ des répondants (53 %) sont satisfaits de du gouvernement à ce jour, et une proportion similaire (55 %) fait confiance aux informations fournies par le gouvernement sur la COVID-19. Les médecins constituent une source plus fiable d'information sur la santé que la présidence et les dirigeants politiques, mais les niveaux globaux de confiance dans les institutions sont relativement faibles. Néanmoins, 59 % des répondants étaient convaincus convaincus qu'ils obtiendraient l'aide nécessaire s'ils tombaient malades.

Les Camerounais en zones urbaines ont exprimé un soutien un peu plus faible aux MSSP par rapport aux autres pays sondés. Par exemple, alors que 91 % étaient en faveur de la fermeture des écoles, seuls 49 % étaient en faveur de la fermeture des transports dans une ville et 54 % en faveur de la fermeture des lieux de travail.

## Soutien en faveur des MSSP

Pourcentage des personnes interrogées qui soutiennent en partie ou totalement :

1 our centage des personnes interroget	Cameroun	Région centrale	Tous les États membres de l'UA interrogés
La fermeture d'écoles	91%	92%	95%
Fermeture des églises et des mosquées	73%	77%	77%
Fermeture des marchés	61%	63%	70%
Fermeture des lieux de travail	54%	64%	70%
La fermeture des transports à l'intérieur et autour des villes	49%	62%	71%



### Confiance envers les sources d'informations

Pourcentage de personnes faisant entièrement ou principalement confiance à chaque source d'information sur la santé

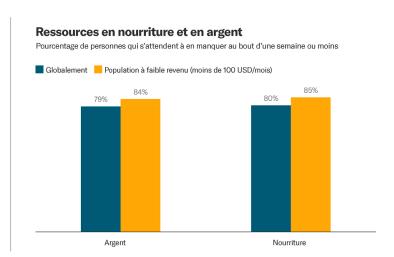
Les médecins
83%
Les leaders religieux
56%
La présidence
51%
Les leaders communautaires
43%
Les guérisseurs traditionnels
37%
Les leaders politiques
35%

## Obstacles à l'adhésion

Il peut s'avérer difficile pour les ménages de se conformer à certaines mesures, car une grande majorité serait à court de nourriture et d'argent en une semaine (notamment les ménages à faibles revenus), et seuls 16 % des ménages disposent d'une pièce séparée où ils pourraient isoler les membres malades de la famille.

des répondants ont une pièce séparée à la maison pour pour isoler une personne atteinte de la COVID-19

des personnes interrogées dans des familles gagnant moins de 100 USD par mois ont une pièce séparée à domicile pour isoler une personne atteinte de la COVID-19





## Les mesures d'aide économique

Les perspectives économiques du Cameroun sont touchées par l'épidémie croissante ainsi que par le ralentissement mondial et la chute des prix du pétrole. Le gouvernement a élaboré un plan national de préparation et d'intervention pour faire face à la crise et atténuer son impact économique. La présidence a également lancé un fonds spécial de solidarité, initialement doté d'un milliard de francs CFA (1,6 million de dollars) pour financer le plan, qui consolidera les fonds publics et les contributions philanthropiques. Le contrôle des opérations de secours a donné lieu à des batailles politiques entre partis.

- La santé: Le plan de préparation et d'intervention prévoit que les dépenses de santé de COVID-19 atteindront 58,7 milliards de francs CFA (100 millions de dollars US, soit 0,44 % du PIB) au cours des trois prochains mois.
- Les aides sociales : Le gouvernement a suspendu pour une période de trois mois, tous les frais de transfert entre les comptes d'argent mobile et les paiements différés des services publics pour les ménages vulnérables.

# Aperçu des incidents de sécurité liés à COVID-19

Une augmentation des troubles ou de l'insécurité — y compris des protestations pacifiques ainsi que des émeutes et des violences commises par et contre des civils — sont susceptibles d'influencer l'adhésion aux MSSP et servir de signe précurseur du fardeau que ces mesures imposent à la population. Le Cameroun a déjà connu des violences dans les régions du nord, du nord-ouest et du sud-ouest avec le déplacement de centaines de milliers de personnes. Un certain nombre d'incidents liés à COVID ont été signalés depuis mars, y compris des plaintes de Camerounais ayant été soit stigmatisés soit chassés des villages parce qu'ils venaient de villes où des infections par COVID-19 avaient été signalées. Il a également été fait état d'une application violente des MSSP par la police et les forces militaires, des protestations contre les restrictions de la fréquentation des mosquées pour la prière, une protestation des prisonniers suite à plusieurs décès dus à la COVID dans les prisons, et un harcèlement contre les étrangers. Les violences lors d'une distribution de nourriture organisée par un footballeur ont entraîné la mort de plusieurs enfants le 20 avril.

DES INFORMATIONS SUR LES SOURCES DE DONNÉES SONT DISPONIBLES ICI :

HTTPS://PREVENTEPIDEMICS.ORG/CORONAVIRUS/PERC/DATA















